

# Genève EN BREF

Survol des négociations commerciales bilatérales, plurilatérales et multilatérales

Charles Akande, rédacteur

## À quoi peut-on s'attendre à Marrakech?

**Environ 43 ministres du Commerce clés – y compris le représentant pour le Commerce des États-Unis, Robert Lighthizer – doivent participer à la mini réunion ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) les 9 et 10 octobre à Marrakech, au Maroc.**

À un peu plus de 10 semaines du début de la 11<sup>e</sup> conférence ministérielle (CM11) qui aura lieu à Buenos Aires, en Argentine, les États-Unis n'ont toujours pas réussi à rassembler leur équipe de négociations complète à Genève. Le temps passe vite et l'objectif des Membres de finaliser les négociations avant de se rendre en Argentine – ou du moins de laisser très peu d'enjeux aux ministres du Commerce à la CM11 – sera assez difficile à atteindre. L'objectif du processus de Genève est d'éviter de répliquer les problèmes survenus à la CM10 lorsque les ministres du Commerce ont dû négocier l'ensemble des résultats à Nairobi, au Kenya.

Ce n'est un secret pour personne que les États-Unis portent un vif intérêt à l'Organe de règlement des différends de l'OMC et à la nomination de nouvelles recrues à l'Organe d'appel. Cependant, leur position sur de nombreux enjeux de la CM11, dont le soutien interne, n'a toujours pas été clarifiée. « Il semble que certains pays ne souhaitent pas apporter une grande contribution à Buenos Aires », a affirmé un représentant officiel en faisant référence aux États-Unis. « Une déclaration sur l'importance de l'OMC et du système commercial multilatéral fondé sur des règles ne sera pas suffisante pour obtenir des résultats à la CM11 », a-t-il ajouté, alors que l'hôte de la CM11, l'Argentine, souhaite davantage.

Tous conviennent que le soutien interne est l'enjeu le plus complexe, politique et sensible parmi les

huit sujets abordés pour la CM11. En même temps, tout le monde reconnaît que la seule manière de s'attaquer aux enjeux des subventions est de le faire de façon multilatérale, d'où l'importance de maintenir les négociations sur ce point très difficile pour la CM11.

Le point central des discussions sur le soutien interne repose sur deux propositions principales qui pourraient ultimement converger en une seule : la proposition du Brésil et de l'UE et celle de l'Australie, du Canada et de la Nouvelle-Zélande.

La première lie une limite flottante du soutien global ayant des effets de distorsion des échanges (SGEDE) à une solution permanente sur la détention de stocks publics (DSP) à des fins de sécurité alimentaire et le coton. Il s'agit de la seule manière de convaincre l'Inde de participer aux pourparlers; « la seule raison pour laquelle nous sommes toujours en négociations », a affirmé le duo. L'UE a souligné qu'elle voulait que tous les Membres contribuent, mais a omis d'inclure l'article 6.2 (la soi-disant catégorie développement; c'est-à-dire du soutien pour encourager le développement et les investissements agricoles et ruraux, de même que les subventions aux intrants agricoles sans limites rattachées dans les pays en développement) dans le SGEDE.

Ce faisant, on permettrait aux discussions d'avancer plutôt que de laisser l'Inde torpiller le processus dès le départ, a indiqué l'UE. Le Brésil et l'UE ont déclaré que leur proposition tient compte des aspects techniques et politiques de l'enjeu. De l'autre côté, l'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande proposent une limite de SGEDE fixe.

**Plafonds flottants vs fixes**

L'UE ne croit pas que la Chine s'engagera si les Membres conviennent d'imposer un plafond fixe. Le Brésil et l'UE ont rappelé aux participants que 80 % des Membres de l'OMC calculent leur soutien interne en fonction de la valeur de production, raison pour laquelle ils croient que ce serait une bonne manière de commencer la discussion. De plus, une limite flottante est plus attirante pour les pays en développement dont les industries agricoles sont encore en croissance et a l'avantage de répondre aux préoccupations de la Chine et de l'Inde.

Les États-Unis, entre-temps, pensent que la proposition de l'UE est très généreuse envers la Chine et l'Inde et ont été très francs en affirmant qu'ils ne croient pas qu'une entente sur le soutien interne est possible à la CM11. Cependant, s'ils devaient choisir, les États-Unis préféreraient la proposition de l'Australie, du Canada et de la Nouvelle-Zélande, qui inclut un plafond fixe.

Les délégués s'attendent à ce que l'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande présentent un document de travail à Marrakech. Le groupe a déjà commencé à consulter le Brésil et l'UE pour trouver un terrain d'entente à ce sujet.

## Autres domaines de négociations

Accès aux marchés : jusqu'à présent, aucun résultat sur l'accès aux marchés ne semble visé. En effet, il ne semble pas y avoir de volonté politique pour s'attaquer à cet enjeu, même si l'Argentine met beaucoup de pression. Certains ont vu la sauvegarde spéciale (SGS) comme une occasion facile à saisir qui pourrait être ajoutée aux résultats de la CM11, mais l'UE et les États-Unis ont rejeté l'idée.

Concurrence à l'exportation : les Membres soumettent actuellement leur ébauche d'horaire. Certains ont mentionné que des réformes sont nécessaires dans le domaine des entreprises commerciales d'État et d'autres enjeux. Cependant, il apparaît maintenant clair que ce pilier sera mis de côté pour la prochaine conférence ministérielle.

Subventions pour la pêche : elles paraissent faisables, mais seulement en ce qui concerne les interdictions de subventions pour la pêche illicite, non déclarée et non réglementée. Les enjeux liés à l'interdiction des subventions qui concernent les stocks en surpêche et qui mènent à une surcapacité semblent plus difficiles.

**Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.**

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter : [www.producteurslaitiers.ca](http://www.producteurslaitiers.ca), [www.poulet.ca](http://www.poulet.ca), [www.lesoeufs.ca](http://www.lesoeufs.ca), [www.leseleveursdedindonducanada.ca](http://www.leseleveursdedindonducanada.ca), [www.chep-poic.ca](http://www.chep-poic.ca).

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254

